

**Arrêté n° 2024-PREF/DCPPAT/BUPPE/006 du 16 janvier 2024  
autorisant la société DATA 4 SERVICES à réaliser par anticipation,  
des travaux de construction, route de Nozay à MARCOUSSIS (91460)**

**LE PRÉFET DE L'ESSONNE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-1 à L. 181-3, L. 181-30 et D. 181-57,
- VU** le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 421-1 à L. 421-4,
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,
- VU** le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Bertrand GAUME, préfet hors-classe, en qualité de préfet de l'Essonne,
- VU** le décret du 6 décembre 2022 portant nomination de M. Olivier DELCAYROU, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, en qualité de sous-préfet hors-classe, secrétaire général de la préfecture de l'Essonne,
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2023-PREF-DCPPAT-BCA-201 du 6 novembre 2023 portant délégation de signature à M. Olivier DELCAYROU, secrétaire général de la préfecture de l'Essonne, sous-préfet de l'arrondissement chef-lieu,
- VU** la demande d'autorisation environnementale déposée le 27 juin 2022 par la société DATA 4 SERVICES, dont le siège social se situe 6 rue de la Trémoille – 75008 PARIS, pour la densification de la zone 2 Nord d'un site existant situé route de Nozay – 91460 MARCOUSSIS, sur lequel la société DATA 4 SERVICES exploite actuellement 15 data-centers,
- VU** l'accusé de réception de la demande d'autorisation environnementale du 27 juin 2022,
- VU** l'arrêté du maire de MARCOUSSIS n° 2023-322 du 28 août 2023 accordant un permis de construire à la société DATA 4 SAS, dont le siège social est situé 6 rue de la Trémoille – 75008 PARIS, pour la construction d'un data center DC23 sur un terrain sis avenue de Nozay, le Grand Parc – 91460 MARCOUSSIS, cadastré B66, AM8 et B83,
- VU** l'arrêté du maire de MARCOUSSIS n° 2023-351 du 26 septembre 2023 accordant un permis de construire à la société DATA 4 SAS, dont le siège social est situé 6 rue de la Trémoille – 75008 PARIS, pour la construction d'un data center DC21 sur un terrain sis avenue de Nozay, le Grand Parc – 91460 MARCOUSSIS, cadastré AM8, B83 et B66,
- VU** la demande déposée le 13 septembre 2023 par la société DATA 4 SERVICES pour la réalisation anticipée de travaux sur le territoire de la commune de MARCOUSSIS pour la réalisation des fondations profondes des bâtiments DC21 et DC23,
- VU** l'avis du bureau de l'eau de la direction départementale des territoires (DDT) de l'Essonne du 19 septembre 2023, concernant le positionnement des travaux de fondations profondes prévus par la société DATA 4 SERVICES au regard de la nomenclature IOTA (installations, ouvrages, travaux, activités) et de la loi sur l'eau,

**VU** le courrier de l'inspection des installations classées du 28 septembre 2023, précisant notamment que les dispositions de l'article L. 181-30 du code de l'environnement prévoient qu'une demande d'anticipation par exception de travaux peut recevoir un avis favorable sous réserve de respecter les dispositions suivantes :

- la possibilité de commencer certains travaux avant la délivrance de l'autorisation environnementale doit être préalablement portée à la connaissance du public,
- la décision de demande d'anticipation par exception de travaux ne peut concerner que les travaux dont la réalisation n'est pas concernée par une rubrique IOTA (installations, ouvrages, travaux, activités) ou une procédure embarquée (telle que dérogation espèce protégée, défrichement...),
- l'autorisation d'urbanisme doit avoir été délivrée et l'autorité administrative compétente doit en avoir eu connaissance.

**VU** le même courrier de l'inspection des installations classées du 28 septembre 2023 sollicitant des éléments complémentaires concernant la nature exacte des travaux qui seront réalisés dans le cadre de l'anticipation de travaux, ainsi que leur localisation,

**VU** les compléments déposés par la société DATA 4 SERVICES le 11 octobre 2023 précisant que les travaux réalisés concernent :

→ sur le bâtiment DC 21 :

- la réalisation des terrassements généraux en pleine masse exécutés mécaniquement pour obtenir la plateforme de travail au niveau 154,56 NGF,
- le traitement de fond de fouille ; réalisation d'une plateforme de travail par la mise en place d'une couche de forme de 40 cm en grave naturelle pour un objectif de portance FP2 à minimum 50 MPa,
- la réalisation des travaux de fondations profondes par pieux forés tubés à partir de la plateforme de travail en fond de fouille,
- la réalisation des massifs en tête de pieux en réalisant au préalable le recépage des pieux,
- la réalisation des fouilles en rigoles coulage des longrines en béton armé intégrant toutes les attentes pour liaisonnement avec les poteaux, les voiles et les massifs des têtes de pieux,
- la réalisation des cuvettes d'ascenseurs,
- la réalisation des voiles béton enterrés nécessaires au soutènement des terres périphériques,
- le remblais en périmétrie du vide de construction jusqu'aux voiles de soutènement.

→ sur le bâtiment DC 23 :

- la réalisation des terrassements généraux en pleine masse exécutés mécaniquement pour obtenir la plateforme de travail au niveau 156,32 NGF,
- la réalisation d'une plateforme en sable soigneusement compactée,
- la réalisation des travaux de fondations profondes par pieux forés tubés à partir de la plateforme de travail,
- la réalisation des massifs têtes de pieux en réalisant au préalable le recépage des pieux,
- la réalisation des cuvettes d'ascenseurs,
- la réalisation des réseaux sous dallages,
- la réalisation des longrines entre têtes de pieux.

**VU** l'arrêté n° 2023-PREF/DCPPAT/BUPPE/215 du 13 novembre 2023 portant ouverture d'une enquête publique du lundi 4 décembre 2023 (13h30) au mercredi 10 janvier 2024 inclus (17h30), relative à la demande d'autorisation environnementale nécessaire au projet d'extension sur la zone 2 Nord du site d'exploitation du centre d'hébergement de données informatiques (datacenter) « DATA 4 » localisé route de Nozay sur la commune de MARCOUSSIS (91460), présentée par la société DATA 4 SERVICES,

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 11 janvier 2024,

**CONSIDÉRANT** que le pétitionnaire a déposé une demande d'autorisation environnementale, en application des dispositions du code de l'environnement,

**CONSIDÉRANT** que le pétitionnaire a déposé une demande d'exécution anticipée, à ses frais et risques, des autorisations d'urbanisme requises pour certains travaux,

**CONSIDÉRANT** que le préfet a eu connaissance des autorisations d'urbanisme requises,

**CONSIDÉRANT** que le maire de MARCOUSSIS a accordé par arrêté n° 2023-322 du 28 août 2023, le permis de construire relatif à la construction du bâtiment DC23,

**CONSIDÉRANT** que le maire de MARCOUSSIS a accordé par arrêté n° 2023-351 du 26 septembre 2023, le permis de construire relatif à la construction du bâtiment DC21,

**CONSIDÉRANT** que la possibilité de commencer certains travaux avant la délivrance de l'autorisation environnementale a été préalablement portée à la connaissance du public,

**CONSIDÉRANT** que les travaux concernés ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement,

**CONSIDÉRANT** que la réalisation des travaux susmentionnés ne nécessite pas l'une des décisions mentionnées au I de l'article L. 181-2 ou au I de l'article L. 214-3 du code de l'environnement,

**CONSIDÉRANT** que l'avis du bureau de l'eau de la DDT du 19 septembre 2023 qui confirme que, dans la mesure où les travaux de terrassement ne prévoient pas d'opération de rabattement de nappe mais seulement des travaux de fondations sans imperméabilisation de surface, ils ne relèvent pas de la nomenclature IOTA,

**CONSIDÉRANT** les difficultés de disponibilité du matériel spécifique nécessaire aux travaux décrits ci-dessus,

**CONSIDÉRANT** que, conformément à l'article L. 181-30 du code de l'environnement et dans certaines conditions, le préfet peut autoriser l'exécution de certains travaux avant la délivrance de l'autorisation environnementale,

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Essonne,

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> : EXÉCUTION DES TRAVAUX**

La société DATA 4 SERVICES, dont le siège social se situe 6 rue de la Trémoille – 75008 PARIS, est autorisée à exécuter, à ses frais et risques, avant la délivrance de l'autorisation environnementale et sans préjuger de celle-ci, les travaux suivants :

#### **Pour le bâtiment DC 21 :**

- réalisation des terrassements généraux en pleine masse exécutés mécaniquement pour obtenir la plateforme de travail au niveau 154,56 NGF,
- traitement de fond de fouille ; réalisation d'une plateforme de travail par la mise en place d'une couche de forme de 40 cm en grave naturelle pour un objectif de portance FP2 à minimum 50 MPa,
- réalisation des travaux de fondations profondes par pieux forés tubés à partir de la plateforme de travail en fond de fouille,
- réalisation des massifs en tête de pieux en réalisant au préalable le recépage des pieux,
- réalisation des fouilles en rigoles coulage des longrines en béton armé intégrant toutes les attentes pour liaisonnement avec les poteaux, les voiles et les massifs des têtes de pieux,
- réalisation des cuvettes d'ascenseurs,

- réalisation des voiles béton enterrés nécessaires au soutènement des terres périphériques,
- remblais en périmétrie du vide de construction jusqu'aux voiles de soutènement.

#### **Pour le bâtiment DC 23 :**

- réalisation des terrassements généraux en pleine masse exécutés mécaniquement pour obtenir la plateforme de travail au niveau 156,32 NGF,
- réalisation d'une plateforme en sable soigneusement compactée,
- réalisation des travaux de fondations profondes par pieux forés tubés à partir de la plateforme de travail,
- réalisation des massifs têtes de pieux en réalisant au préalable le recépage des pieux,
- réalisation des cuvettes d'ascenseurs,
- réalisation des réseaux sous dallages,
- réalisation des longrines entre têtes de pieux.

#### **ARTICLE 2 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS – OBLIGATION DE NOTIFICATION DES RECOURS**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de VERSAILLES, par voie postale (56 avenue de Saint-Cloud, 78011 Versailles) ou par voie électronique (<https://www.telerecours.fr/>) :

– par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,

– par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Essonne, dans les conditions prévues à l'article R. 181-44 du même code.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Conformément à l'article R. 181-51 du code de l'environnement, l'auteur du recours est tenu, sous peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci d'une part à l'auteur de la décision, le préfet de l'Essonne à l'adresse suivante (M. le préfet de l'Essonne – DCPAT/BUPPE – TSA 51101 - 91010 ÉVRY-COURCOURONNES Cedex), et d'autre part au bénéficiaire de la décision (DATA 4 SERVICES, 6 rue de la Trémoille – 75008 PARIS). La notification doit être effectuée par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de 15 jours francs à compter de la date de dépôt du recours contentieux. Cette formalité est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée, justifiée par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de l'Essonne – DCPAT /BUPPE – TSA 51101 - 91010 ÉVRY-COURCOURONNES Cedex ou hiérarchique auprès du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires - 92055 Paris-La-Défense Cedex, dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus. Toutefois, dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif, l'auteur du recours est tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision, selon les modalités fixées au paragraphe précédent, sous peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

Le préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. À défaut, la réponse est réputée négative.

S'il estime la réclamation fondée, le préfet fixe des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

### **ARTICLE 3 : PUBLICATION, NOTIFICATION ET INFORMATION DES TIERS**

**L'arrêté est notifié au bénéficiaire de l'autorisation désigné à l'article 1<sup>er</sup>.**

En vue de l'information des tiers, en application de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

- 1° une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de MARCOUSSIS et peut y être consultée,
- 2° un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de cette commune pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire,
- 3° l'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38,
- 4° l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois à l'adresse [www.essonne.gouv.fr](http://www.essonne.gouv.fr) (Rubrique Publications/Enquêtes publiques/Installations classées pour la protection de l'environnement/MARCOUSSIS/Sté DATA 4 SERVICES-zone 2 Nord).

L'arrêté est également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne.

### **ARTICLE 4 : EXÉCUTION**

Le secrétaire général de la Préfecture de l'Essonne,  
La directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, chargée de l'inspection des installations classées,  
Le directeur départemental des territoires,  
Le maire de MARCOUSSIS,  
Le pétitionnaire, la société DATA 4 SERVICES,

sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise pour information, au sous-préfet de Palaiseau.

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général

Olivier DELCAYROU



